

Cynthia Fleury

Quelles sont les pathologies dont souffre la démocratie aujourd'hui ?

Le livre *Les pathologies de la démocratie* s'inscrivait dans un schème tocquevillien, dans la mesure où il existe une équation de travestissement des principes chez Tocqueville, à savoir celle de la transformation des principes en passions : la liberté n'est pas la toute-puissance, l'égalité n'est pas l'égalitarisme, l'individuation n'est pas l'individualisme, pour ne citer que trois exemples. La perversion du droit en dû était également intéressante à creuser.

Le néolibéralisme est-il un perversissement de la démocratie ?

Les travaux de l'École de Francfort ont montré comment les idéaux démocratiques avaient et sont instrumentés par le néolibéralisme, comment la notion même de la reconnaissance avait été falsifiée et asservissait les individus plus qu'elle ne les émancipait. Pour rétablir une société de la reconnaissance et du non mépris, un grand travail de déconstruction de l'aliénation sociale doit être mis en place, et au niveau politique, sans doute une contre-révolution libérale.

Y a-t-il une crise du collectif ?

C'est plus ambivalent que cela. Il y a une crise des structures collectives de défense des droits de l'individu. Parallèlement, nous apprenons d'autres façons moins procédurales de constituer des collectifs, notamment grâce aux réseaux sociaux. Et toute structure associative aujourd'hui a son versant



© John Foley / Opale / Éditions Fayard

numérique, et heureusement ce n'est pas nécessairement une manière de virtualiser la communauté. Bien au contraire, cette numérisation de la vie associative la rend aussi plus continue, et l'aide ainsi à la concrétiser. La démocratie est rarement le passager clandestin de l'absence de vision et de stratégie. Donc rarement le passager clandestin de l'unique technicisation. En revanche, une politique publique d'appropriation de la technique est porteuse de démocratisation.

Comment contourner démocratiquement le pouvoir des marchés ?

Les travaux de Zucman, de Krugman, de Stiglitz, des économistes atterrés, de Pierre Larrourou, de Gaël Giraud, pour ne citer qu'eux, montrent très bien comment réarticuler principes moraux et pratiques politiques. Les solutions sont multiples, de l'échelon de l'entreprise à l'échelon national, de l'échelon européen à celui international. Réformer l'article 1832 du Code civil, soit une autre définition de l'entreprise qui fait du profit un moyen et non une finalité, créer un cadastre mondial des titres financiers indiquant sur une base nominative qui possède chaque action

et chaque obligation, mettre en place un impôt européen, donc harmonisé, sur les bénéfices des entreprises, séparer les activités bancaires, etc.

La matérialisation des sociétés vous paraît-elle dangereuse ? Comment lutter contre cette évolution ?

La consommation comme seule dynamo de la société, comme seul mode de croissance et de justice, c'est en effet dangereux, tant la pulsion consummatrice est mortifère. Difficile de lutter contre cette évolution, sans faire évoluer notre rapport inconsidéré à la croissance, au PIB. Scinder les destins des travailleurs, consommateurs et citoyens à ce point, c'est rendre chaque jour plus vulnérable le même individu en partage. On en revient toujours à la régulation politique et sociale de l'économie, du droit du travail, du droit de la concurrence, etc.

Cynthia Fleury est philosophe, chercheur à l'Institut des sciences de la communication et professeur à l'American University of Paris. Elle a été la première en 2013 à occuper la chaire « Gilles Deleuze - métropole, nature, démocratie » de la Fondation Bordeaux Université.

Hans Jonas parlait dès 1979 « d'apocalypse rampante » dans *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*. Êtes-vous aussi alarmiste ?

À lire les rapports du GIEC, nous ne sommes pas à proximité de l'iceberg, avec la possibilité de l'éviter, mais sur l'iceberg. C'est sans doute cela le plus déstabilisateur. Nous avons déjà pénétré la phase « adaptative », dans la mesure où les États, en respectant leurs engagements liés à la question de la lutte contre le réchauffement climatique – ce qu'ils ne font pas –, n'arriveront pas à maintenir une non augmentation du climat. D'où une multitude de dérèglements climatiques qui est, dès lors, déjà notre horizon. Et nos sociétés ne sont nullement prêtes à cela. On parle de « résiliences des écosystèmes » mais peu de politiques ont réellement conscience de l'aspect subversif de ce que serait vraiment une politique de résilience ; ils envisagent seulement une politique de gestion des catastrophes.

L'un des grands enjeux du XXI^e siècle est selon vous le rapport de l'homme avec la nature. Quel type de rapport devrait-il entretenir avec elle ?

Il faut comprendre que si l'homme peut avoir une définition *in abstracto*, l'humanité de l'homme est inséparable du continuum qu'il forme avec son environnement. L'humanité n'appartient pas à l'homme exclusivement. L'humanité est une donnée qui résulte de la réconciliation de l'homme et de son environnement.

Comment réconcilier ville et nature ?

Heureusement, il existe quantité de façons de faire. C'est, déjà, enseigner la valeur des services écosystémiques, et leur préservation, comme base du contrat social et urbain. De nombreuses études cherchent à montrer la dialectique

vertueuse entre ville et nature, ne serait-ce qu'en termes de santé publique.

Que devrait être la cité durable de demain ?

La ville durable. C'est la nouvelle question-clé du politique. Celle de l'État-nation et de l'État-providence était celle qui avait mobilisé les siècles précédents. Aujourd'hui, la question qui se substitue à celle-là, c'est celle de la ville providentielle, durable, celle qui saura préserver nos *commons*, nos biens communs, un certain usage raisonnable des ressources naturelles, celle qui saura sécuriser notre accès à l'insubstituable, car il y a des ressources que nous ne pouvons pas remplacer, et qu'il nous faut donc préserver pour préserver la qualité de notre contrat social. Cette ville durable, elle devient l'habitat des ressources naturelles, disons des services écosystémiques. S'interroger sur la ville, c'est aussi s'interroger sur le vrai sens de l'économie, le sens inaugural et régulé, *l'oïkos*. L'économie sert à habiter le monde, et non pas à déposséder les individus de leur habitat.

L'écologie est-elle porteuse de démocratie ?

On pense à la réflexion de Dominique Bourg qui travaille sur les questions de démocratie écologique et qui parle de « dommages transcendants » à la suite de la société du risque d'Ulrich Beck. La ville durable serait celle qui nous préserve de cette nouvelle catégorie de risques. Non pas les risques sectoriels, mais les risques qui portent atteinte à la condition de possibilité d'épanouissement des populations et donc à la capacité de résilience d'un écosystème. C'est ce que nous risquons de mettre à mal par la dégradation environnementale qui est la nôtre aujourd'hui. Il nous faut préserver cette dynamique écosystémique qui n'est pas appropriable et que Bourg qualifie de bien public. Il appelle ça l'« indis-

ponible » en opposition au réquisit de mise à disposition des corps, des espaces, des hommes par le capital. Ce bien commun est l'indisponible par excellence et personne ne peut se l'approprier pour lui seul. Alors quelles ressources naturelles appartiennent à la collectivité ? Il utilise la notion d'indisponibilité mais il s'agit bien d'une question d'accès aux ressources non confisquables par autrui.

L'écologie n'est pourtant pas dans l'ordre des priorités.

Pour quelles raisons ?

Que les sociétés apprécient de manière très différenciée l'économie positive, le développement durable, la transition écologique, les normes hautes environnementales et sociales, rien de très surprenant à cela. En revanche, que cela serve d'alibi aux sociétés démocratiques occidentales pour ne pas être pionnières dans la réinvention et la régulation sociale et environnementale de l'économie est très dommageable. Elles ne voient pas que c'est là un levier de sortie de crise et (de sortie) du ressentiment des citoyens. Ne pas s'en inspirer pour conduire de nouvelles politiques publiques ne confinerait qu'à plus de déflagration sociale.

Le courage est une valeur que vous souhaitez voir réactiver. Pourquoi ?

Les individus et les sociétés croient qu'ils vont pouvoir être les passagers clandestins de l'absence de morale, que la lâcheté est plus « payante » que le courage... Ma thèse c'est qu'ils se trompent, et qu'au contraire, pour l'être humain, et pour les sociétés – donc tant pour la psyché individuelle que la psyché collective –, le prix de la lâcheté et du renoncement est beaucoup plus cher à payer que le prix du courage. Il faut faire du courage un outil de régulation collective et de protection du sujet.

//////////